CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.955
13 mai 2004

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA NEUF CENT CINQUANTE-CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 13 mai 2004, à 10 h 10

Président: M. Pablo MACEDO (Mexique)

Le PRÉSIDENT (traduit de l'espagnol): Je déclare ouverte la 955^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Avant de commencer nos travaux, je voudrais, au nom de toute la Conférence, souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue du Japon, l'Ambassadeur Mine. J'ai eu l'occasion et le privilège de lui parler et je pense qu'il sera un digne successeur de l'Ambassadrice Inoguchi. Nous vous souhaitons une très chaleureuse bienvenue, Monsieur.

Il n'y a qu'un orateur inscrit sur la liste d'aujourd'hui, le représentant d'Israël, M. Yaakov Levy, à qui j'ai le plaisir de donner sans plus tarder la parole.

M. LEVY (Israël) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence et de vous dire que nous apprécions votre direction éclairée.

Nous avons récemment été témoins de plusieurs événements importants dans le domaine de la non-prolifération. Un réseau de prolifération nucléaire a été démasqué, ce qui n'a fait que conférer une nouvelle dimension aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales. Nous avons également été témoins de violations qui ont sérieusement remis en question la capacité des mécanismes traditionnels de limitation des armements de garantir le respect des instruments internationaux.

Il est désormais évident que la menace de prolifération des armes de destruction massive ne provient pas uniquement des États, mais aussi d'acteurs non étatiques. De plus, il existe, semble-t-il, un risque croissant de voir des terroristes et d'autres acteurs non étatiques mettre la main sur des matières, des technologies et un savoir-faire sensibles, susceptibles de servir à la fabrication d'armes de destruction massive.

Israël, qui fait partie des pays exposés à ces risques, apprécie les efforts internationaux entrepris pour arrêter les mesures concrètes et efficaces à mettre en œuvre pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et, en particulier, contre la menace croissante de l'emploi de ces armes par des terroristes. Il se félicite tout particulièrement de la résolution 1540 sur les armes de destruction massive, adoptée à l'unanimité le 28 avril 2004 par le Conseil de sécurité.

Dans cette résolution, le Conseil de sécurité souligne une nouvelle fois qu'il incombe à chaque État de veiller à ce que les matières sensibles ne tombent pas ou ne soient pas mises en de mauvaises mains. Il souligne également que la coopération internationale est essentielle pour lutter contre le trafic d'armes de destruction massive, de missiles balistiques et de matières connexes.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique de longue date, Israël a récemment adopté des mesures législatives visant à contrôler ses exportations de matières, de technologies et de savoir-faire susceptibles de servir à la mise au point d'armes de destruction massive.

Avec votre permission, j'aimerais m'arrêter sur la nature de ces mesures.

Le 29 avril 2004, le Parlement israélien, la Knesset, a adopté un nouveau régime de contrôle des exportations, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2004. La nouvelle loi renforce le contrôle de l'État sur les transferts d'articles chimiques, biologiques et nucléaires et consolide les pratiques existantes en la matière.

Pour être plus précis, la nouvelle loi vise à interdire l'exportation d'articles, de technologies et de services destinés à être utilisés dans le cadre de programmes de fabrication d'armes de destruction massive. Elle met en place un système de licences pour l'exportation d'articles, de technologies et de services à double usage.

Malgré le fait qu'Israël n'est pas encore partie aux différents régimes, cette loi est basée sur les listes de fournisseurs internationaux telles que la liste du Groupe de l'Australie et les listes d'articles névralgiques ou à double usage du Groupe des fournisseurs nucléaires. Elle reflète la volonté d'Israël de lutter contre la prolifération en mettant en œuvre les régimes internationaux susmentionnés.

De plus, elle comporte une disposition «passe-partout» large et relativement évoluée qui interdit l'exportation de tous articles, technologies ou services destinés à faciliter la mise au point ou la fabrication d'armes de destruction massive.

Le système de licences est dirigé par le Ministère israélien du commerce, de l'industrie et de l'emploi. Dans le cadre de ce mécanisme, toutes les demandes de licences d'exportation seront soumises par le Ministère du commerce au Ministère des affaires étrangères et au Ministère de la défense pour approbation. Si nécessaire, des consultations pourront être organisées avec d'autres organismes compétents de l'État, tels que le Ministère de la santé et le Ministère de l'agriculture.

Une licence pourra être accordée à l'exportateur en vue d'une transaction ponctuelle ou pour des biens, des technologies ou des services spécifiques. De plus, une licence pourra aussi être accordée aux exportateurs pour une catégorie spécifique d'articles, de technologies ou de services, en fonction de la destination des produits.

Sous certaines conditions, la licence pourra être accordée pour une durée limitée. Elle pourra également être révoquée par l'autorité compétente si, par exemple, les termes de la licence sont violés ou ignorés.

Un mécanisme sera mis en place pour obliger les exportateurs à rendre compte une fois par an de leurs activités aux autorités compétentes dans tous les cas que je viens de mentionner.

Pour garantir le respect de la loi, il a été décidé que la moindre violation d'une disposition de fond ou d'une des conditions prévues dans les licences d'exportation délivrées en application de la nouvelle loi serait passible de poursuites pénales et d'une peine maximale d'emprisonnement de trois ans.

Cette loi complète la législation israélienne existante en matière de contrôle des exportations de missiles et des matières connexes, qui est compatible avec le RCTM. Par ailleurs, Israël participe de façon constructive aux efforts entrepris par l'ONU dans

(M. Levy, Israël)

le cadre d'autres instances pour prévenir la prolifération des missiles balistiques et des technologies connexes. Dans le domaine des armes classiques, nous accordons une grande importance à l'effort entrepris au niveau mondial, notamment dans le contexte de l'ONU, pour combattre et éliminer le trafic d'armes légères. La politique israélienne en la matière est orientée vers la participation constructive aux efforts internationaux destinés à combattre les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité du monde.

Par cette nouvelle loi, ainsi que par les autres mesures dont je viens de parler, Israël s'acquitte de son obligation de mieux cibler et de renforcer la lutte contre la prolifération. En outre, cette loi s'inscrit dans le contexte de l'appui indéfectible que nous apportons aux efforts internationaux destinés à prévenir la prolifération des armes de destruction massive.

Nous estimons que ce régime place l'État d'Israël au même niveau que les pays les plus dynamiques dans la lutte contre la prolifération et le terrorisme international. Israël continuera à appuyer sans réserve ces efforts, qui concernent un domaine d'importance vitale.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'espagnol): Je remercie le représentant d'Israël, l'Ambassadeur Levy, de sa déclaration et des paroles très aimables qu'il a adressées à la présidence.

La liste des orateurs d'aujourd'hui est épuisée, à moins qu'une autre délégation ne souhaite prendre la parole à ce stade. Je ne vois personne. La liste des orateurs est donc bel et bien épuisée.

Vous n'avez sans doute pas oublié que, le 25 mars dernier, j'avais proposé de consacrer une série de séances plénières informelles à l'examen des points de l'ordre du jour de la Conférence. La première de ces séances informelles, qui aura lieu immédiatement après la présente séance plénière, sera consacrée à l'examen du point 1, «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire». Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade, avant que nous levions la séance? Je donne la parole au représentant du Myanmar.

M. THAN (Myanmar) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour l'efficacité avec laquelle vous dirigez les travaux de la Conférence du désarmement. Soyez assuré de l'appui et de la coopération sans réserve de ma délégation dans les efforts que vous avez entrepris pour faire avancer les travaux de la Conférence. Permettez-moi également d'exprimer toute notre reconnaissance aux deux Présidentes sortantes, l'Ambassadrice du Kenya, M^{me} Amina Mohamed, et l'Ambassadrice de Malaisie, M^{me} Rajmah Hussain, pour leur contribution aux travaux de la Conférence.

J'ai demandé la parole pour appuyer votre initiative, ainsi que la décision de la Conférence, concernant l'organisation de séances plénières informelles structurées, consacrées à l'examen des questions de fond inscrites à l'ordre du jour. Nous sommes satisfaits de voir que les futurs Présidents de la Conférence, les représentants de la Mongolie et du Maroc, ont aussi apporté leur appui à votre initiative et au calendrier proposé pour ces séances informelles. Nous pouvons donc commencer à tenir des séances plénières informelles structurées consacrées aux questions de fond inscrites à l'ordre du jour de la Conférence, en attendant qu'un accord sur le programme

(M. Than, Myanmar)

de travail soit trouvé, tout en poursuivant nos consultations dans le but de parvenir à un tel accord.

Vous n'avez sans doute pas oublié qu'il y a un peu plus de trois ans, le 15 février 2001, j'avais déjà fait une proposition dans ce sens, à l'effet de faire le meilleur usage possible des séances plénières de la Conférence et de tenir des séances informelles structurées. Il pouvait s'agir de séances plénières informelles ou officielles, consacrées à certains points de l'ordre du jour de la Conférence. Je suis ravi de constater que cette proposition va enfin se concrétiser. De telles séances informelles n'empêchent pas la poursuite des consultations sur un programme de travail. Ces deux activités sont, au contraire, complémentaires et mutuellement bénéfiques. C'est pourquoi ma délégation appuie sans réserve votre initiative et la décision de la Conférence d'organiser des séances plénières informelles structurées consacrées à l'examen des points de l'ordre du jour de la Conférence. Nous approuvons également le calendrier proposé pour ces séances.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'espagnol): Je remercie le représentant du Myanmar de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole avant que nous levions la séance? Cela ne semble pas être le cas.

Avant de lever la séance, permettez-moi de vous informer brièvement de la poursuite de nos travaux officiels. Comme vous le savez tous, je l'espère, jeudi prochain 20 mai, date à laquelle nous devrions normalement tenir notre prochaine séance plénière, sera férié. En pareil cas, la séance plénière a généralement lieu le mardi. Toutefois, à la demande d'un groupe de délégations qui se heurtent à des problèmes pour assister à d'autres réunions à Genève mardi prochain, notre séance plénière aura lieu lundi prochain 17 mai, à 10 heures. Après la séance plénière officielle de lundi, nous aurons une séance plénière informelle consacrée au point 2 de notre ordre du jour, «Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui y sont liées». Si aucune délégation ne souhaite s'exprimer à ce stade... Je vois le représentant de la Nouvelle-Zélande, puis le représentant du Maroc.

M. CAUGHLEY (Nouvelle-Zélande) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, je voulais juste poser une question concernant le déplacement de notre prochaine séance plénière, c'est-à-dire la proposition que vous venez de nous faire et qui consiste à nous réunir en séance plénière non plus mardi prochain, mais lundi prochain. Je me demande si les groupes régionaux ne pourraient pas avoir la possibilité d'examiner cette proposition car, comme probablement beaucoup d'autres, nous devons accompagner lundi matin nos ministres de la santé respectifs, et il se peut que les problèmes que rencontrent les délégations pour se réunir mardi soient les mêmes pour d'autres délégations lundi. Je me demande donc s'il ne serait pas possible de nous laisser un peu de temps pour nous consulter.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'espagnol): Je remercie le représentant de la Nouvelle-Zélande de sa déclaration. Depuis le temps que je suis à la Conférence du désarmement, je n'ai toujours pas appris qu'aucune décision, aussi simple soit-elle, ne peut être prise sans consultations préalables. Je donne la parole au représentant du Maroc.

M. HILALE (Maroc): Monsieur le Président, notre collègue de la Nouvelle-Zélande a pratiquement anticipé mes pensées. Je voudrais juste dire que nous espérons pouvoir nous consulter au sein de nos groupes respectifs au sujet de cette reprogrammation de nos séances. Il n'y a pas seulement le fait que nos ministres seront là pour le début de la session de l'OMS: nous estimons aussi que peu importe de changer de jour de réunion pour pouvoir assister à d'autres manifestations, l'essentiel, c'est de s'assurer que pratiquement tous les ambassadeurs seront présents afin de pouvoir profiter de ces séances et y contribuer. L'objectif ne doit pas être de changer de jour, mais de donner la possibilité à l'ensemble des délégations d'être ici afin de tirer le meilleur parti de nos débats. J'espère que nous aurons la possibilité de consulter les membres de nos groupes respectifs afin d'en discuter.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'espagnol): Je remercie le représentant du Maroc de sa déclaration. Tel était précisément le problème que posait à plusieurs délégations la réunion de mardi: la tenue, au même moment, de l'Assemblée mondiale de la santé à Genève et la présence d'un certain nombre de ministres de la santé. Je tiendrai des consultations et, bien entendu, je suivrai vos conseils, dans le but de trouver une date appropriée pour notre séance plénière de la semaine prochaine.

Je vais maintenant lever la présente séance officielle; dans cinq minutes nous nous retrouverons en séance plénière informelle pour examiner le point 1 de notre ordre du jour, «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire».

La séance est levée à 10 h 30.